



**VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER**  
ALPES-MARITIMES - 06310

ARRETE MUNICIPAL PORTANT AUTORISATION DONNEE A L'ENTREPRISE  
SHOUKRY ANTONIO A OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL FACE AU 22  
BOULEVARD MARECHAL JOFFRE « LE SAINT MICHEL » LE 29 MARS 2021 DE 08H00  
A 15H00 AFIN D'EFFECTUER UN REMPLACEMENT DE BAIES VITREES

N° : **210341**      DATE D'AFFICHAGE : **26 MARS 2021**

**LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER**

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code de la route,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2215-1,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents,

Vu la délibération municipale n°3 du 25 octobre 2016 portant sur les droits de voirie, places et stationnements – actualisation,

Vu la demande en date du 19 mars 2021 présentée par l'entreprise SHOUKRY ANTONIO, ayant son siège, via Melandri 18038 SAN REMO, (Tél : 0039.34.72.79.49.77), en vue d'occuper, le 29 mars 2021, une partie du domaine public communal situé face au 22, boulevard Maréchal Joffre « Le Saint Michel », afin d'effectuer un remplacement de baies vitrées.

Considérant que cette occupation se caractérise par une réservation de stationnement d'une superficie de 20 m<sup>2</sup>.

Considérant qu'il convient de répondre favorablement à cette demande.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'entreprise SHOUKRY ANTONIO est autorisée à occuper le 29 mars 2021 de 08h00 à 15h00 le domaine public communal sise face au 22 boulevard Maréchal Joffre « Le Saint Michel » afin d'effectuer un remplacement de baies vitrées.

**Article 2** : Durant toute la durée de cette occupation, le stationnement des véhicules à moteur et des deux roues est strictement interdit dans l'emprise définie à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 3** : Le bénéficiaire de la présente autorisation est responsable de tout accident ou incident pouvant survenir du fait de la mise en place et de l'utilisation de cette structure.



**Article 4** : La présente autorisation n'est pas transmissible et ne peut être cédée.

**Article 5** : La validité du présent arrêté prendra fin au plus tard le lundi 29 mars 2021, à 15 heures.

**Article 6** : Le permissionnaire devra disposer des assurances nécessaires le couvrant, lors de cette occupation, contre tout sinistre avec les tiers.

**Article 7** : L'entretien et la remise en état du site, en cas de dégradation lors de cette occupation, est à la charge du bénéficiaire.

**Article 8** : La présente autorisation est révocable à tout moment sans indemnité pour un motif d'intérêt général, dans l'intérêt du domaine public maritime, en vue de sauvegarder l'ordre public et faute pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté. La révocation sera prononcée par arrêté et notifiée dans la forme administrative.

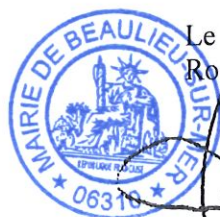
**Article 9** : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté et de l'accomplissement des formalités de publicité.

**Article 10** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur et sera adressé à :

- Le Bénéficiaire,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie Nationale de Beaulieu-sur-Mer,
- Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,

Chargés chacun en ce qui le concerne d'en assurer son exécution.

Fait à Beaulieu-sur-Mer, le 26 MARS 2021



Le Maire,  
Roger ROUX